

DOSSIER

d'engagements

PRENONS
le **PARTI**
de la 
SOLIDARITÉ



Propositions

pour une **France solidaire**
dans le monde en 2017

act:onaid
pour des peuples solidaires


ccfd-terre solidaire


OXFAM
France


Secours
Catholique
Caritas France



Nous appelons les candidat·e·s
aux élections législatives de 2017 à
démontrer leur volonté politique de
répondre aux enjeux écologiques,
sociaux, et économiques auxquels
l'Humanité est confrontée, dans
une perspective de solidarité
internationale, et ainsi à s'engager
solennellement à :

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Plusieurs mesures sont présentes dans le programme de l'agenda européen qui visent à réduire considérablement la fraude et l'évasion fiscale par une révision fiscale. On peut notamment citer - obliger les entreprises à déclarer leurs résultats pays par pays - agir contre l'évasion fiscale au niveau international, notamment en organisant le hébergement fiscal	

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Le système fiscal est à bout de souffle et doit être mis au service de l'intérêt général par l'impôt, doit être reformulé avec le principe de progressivité : plus on gagne, plus on contribue au bien public. Imposer les revenus du capital (sur la base d'une assiette large et unique) Rendre l'impôt sur les revenus plus progressif (114 milliards)	

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Mesure présentée dans l'avenir en commun dans ses engagements " 1 France indépendante au service de la paix " La solidarité internationale et le développement durable sont affectés comme priorité pour réaliser la diplomatie internationale	

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : la révolution fiscale proposée prévoit notamment de supprimer le riche anonyme, une finance socialement ou moralement écologiquement. Adopter une politique protectionniste solidaire permettant une coopération économique internationale basée sur le développement	

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Mettre en place la transparence des allocations de AFD en versant publiques selon 2 normes de l'Initiative Internationale pour la transparence de l'aide (II TA) Pursuivre l'AFD sous forme de dons et d'actes techniques	

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : Le rôle de l'avenir en commun et la transition énergétique et écologique. L'urgence écologique et la question fondamentale Il faut protéger l'écosystème - Pour cela, le programme peut être planifié écologique mettant en cohérence dans le temps et dans l'espace des mesures nécessaires	

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

Le fondement / pilier du programme et la transition énergétique avec l'absence de répercussion en lien de poids de siècle, de logique de consommation, de manière de produire.

Il faut répondre à l'intérêt général humain face au développement climatique - Il faut une exigence et une planification globale pour activer l'exemple & le vice.

PROPOSITION



S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : La lutte contre le réchauffement climatique concourt à préserver la biodiversité - Il faut s'attacher à garantir au niveau international une lutte contre le réchauffement de cette biodiversité, chacun doit apprendre à protéger la nature	

PROPOSITION



Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : il est notamment proposé de refonder la politique agricole commune pour garantir l'autosuffisance alimentaire et la agriculture écologique et paysanne.	

PROPOSITION



Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires : L'accueil en commun cherche et élabore des solutions visant à permettre à chacun de vivre de son (paix, affronté le changement climatique, etc.) pour cela il est par exemple proposé d'organiser 1 conférence internationale annuelle sur les migrations combinant 8 régions d'urgence, à associer avec pays d'accueil, la préparation du relief des réfugiés, etc.	

PROPOSITION



Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

PROPOSITION



Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : Pour cela il faut renforcer le rôle de l'OMC et renforcer la CNUCED comme organe légitime pour organiser le commerce mondial en fonction de l'entité Général des pays à la place de l'G20, G7, FMI et OMC	

PROPOSITION



Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

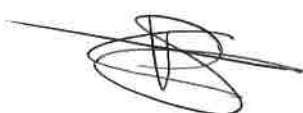
JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : l'impact de la vision marchande sur le conditionnement de travail et la déshumanisation. C'est pourquoi l'avenir en commun refuse le libre échange et souhaite une protection sociale et une coopération économique - la concurrence doit se faire sur la qualité et le produit en respectant les besoins des pays	

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : L'Accord en Commun pour l'émancipation universelle et collective qui passe par la défense de l'égalité entre hommes et femmes.	

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.	
Nom : MONCHAIRE-JACQUOT	Date : 5/06/2017
Prénom : Thierry	Signature : 
Département : 38 10e ^e circonscription	
Étiquette politique : France Insoumise	

MERCI DE RETOURNER CE DOSSIER D'ENGAGEMENTS
AVANT LE 5 JUIN 2017

CONTACT LOCAL

Nom et prénom (réfèrent plaidoyer local) :

.....

Adresse postale :

.....

.....

Adresse mail :

.....

Téléphone :

.....



Propositions

pour une France solidaire
dans le monde en 2017

PRENONS
le PARTI
de la
SOLIDARITÉ

<http://solidarite2017.org/>

Campagne PRENONS le PARTI de la SOLIDARITÉ
menée par ActionAid France-Peuples Solidaires,
CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France
et Secours Catholique-Caritas France.

act:onaid
pour des peuples solidaires

peuples-solidaires.org
Peuples-Solidaires-en-
association-avec-ActionAid
PSo_ActionAid



oxfamfrance.org
OxfamFrance
oxfamfrance

ccfd-terre solidaire

ccfd-terresolidaire.org
ccfdterresolidaire
ccfd_tsolidaire



secours-catholique.org
Secours.Catholique.Caritas.france
caritasFrance